

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

## Procédure 25 GHTA 0058

### Table des matières

Article 1 - Objet du marché et description des besoins .....	2
1.1 Objet du marché.....	2
1.2 Périmètre des prestations .....	2
1.3 Descriptions des prestations à la charge financière des établissements.....	2
1.4 Définition d'un établissement prescripteur .....	3
1.5 Priorité aux équipes d'ambulanciers internes aux établissements.....	3
Article 2 – Allotissement et détail de chaque lot .....	3
2.1 Décomposition du marché .....	3
2.2 Volumétrie.....	7
2.3 Modèle d'attribution retenu par lot.....	7
Article 3 – Spécifications techniques générales.....	8
3.1 Rappel de la réglementation de prise en charge du patient.....	8
3.2 Prescription Médicale de Transport.....	9
3.3 Choix du transport.....	10
3.4 Confirmation de la commande de transport.....	10
3.5 Programmation des transports et engagement associé du transporteur.....	10
3.6 Annulation d'une commande de transport.....	11
3.7 Hygiène des véhicules de transports sanitaires .....	12
3.8 Surveillance médicale du personnel.....	12
3.9 Tenue des personnels.....	12
3.10 Confidentialité, Secret professionnel .....	12
3.11 Mesures de sécurité, consignes de circulation et de stationnement .....	13
3.12 Identitovigilance .....	13
Article 4 – Suivi d'exécution et politique qualité .....	13
4.1 Engagements des transporteurs et des établissements .....	13
4.2 Mode d'attribution (lots multi-attributaires).....	14
4.3 Continuité de service et mode dégradé .....	14
4.4 Sous-traitance.....	15
4.5 Interaction avec les établissements .....	15
4.6 Règle de facturation et distancier .....	17
Article 5 – Contacts et référents .....	17

## Article 1 - Objet du marché et description des besoins

### 1.1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet la prestation de transports terrestres sanitaires de patients des établissements de santé du GHT TERRITOIRES D'Auvergne.

Les prestations de transports concernent les transports à la charge financière des établissements des GHT TERRITOIRES D'Auvergne.

Les établissements concernés sont:

GHT Territoire d'Auvergne
CHU Clermont-Ferrand
CH Mont-Dore
CH Paul Ardier (Issoire)
CH d'Ambert
CH Billom
CH Thiers
CH Guy Thomas (Riom)
CH Etienne Clémentel (Enval)
CH Jacques Lacarin (Vichy)
CH Montluçon et Nérès-les-Bains
CH Cœur de Bourbonnais
CH Bourbon l'Archambault
CH Moulins - Yzeure

Les prestations de transport seront réalisées en fonction des besoins de chaque établissement et des conditions financières contactualisées par chaque BPU de chaque lot.

### 1.2 Périmètre des prestations

L'ensemble des transports sanitaires à charge de l'établissement sont inclus dans le périmètre de la consultation (transports article 80 et transports hors article 80 à charge de l'établissement).

#### Important

**Par conséquent, les transports à charge de l'assurance maladie sont exclus de la consultation.**

**Les transports sanitaires médicalisés, transports de corps et transports de bien sont également exclus du périmètre de la consultation.**

La proposition d'une plateforme de régulation informatisée par le candidat n'entre pas dans le périmètre des prestations et ne sera pas un critère d'évaluation. Cependant le candidat pourra proposer une solution de ce type dans leur offre. Les établissements du GHT ne disposant pas de plateforme de régulation, se réservent la possibilité de mettre en place une plateforme au cours du marché afin de faciliter la régulation des transports. (Société externe ou mise en place en interne)

### 1.3 Descriptions des prestations à la charge financière des établissements

Les prestations de transports confiées par les établissements du Groupement Hospitalier de Territoire à des prestataires extérieurs dans le cadre de la présente consultation sont les suivantes:

- Les transports définitifs « inter-établissements », à savoir les transports de patients hospitalisés depuis un Etablissement de santé membre du groupement hospitalier de territoire vers un autre Etablissement de santé, membre ou non du GHT, (adultes, enfants, nourrissons)
- Les transports « intra-établissement », à savoir les transports entre entités géographiques d'une même entité juridique **y compris l'Hospitalisation à domicile (HAD)** (adultes, enfants,

nourrissons)

- En cas de permission de sortie à visée thérapeutique ou liée à l'organisation de l'établissement de santé, moins de 48 heures - moins de deux nuitées, les transports d'un patient vers son domicile (ou vers une structure assimilée – EHPAD notamment), ainsi que son retour vers l'Etablissement;
- Les transports provisoires « inter-établissements », de patients hospitalisés pour la réalisation d'une prestation ou d'un séjour de moins de 48 heures - moins de deux nuitées, dans un autre établissement ou cabinet de ville par exemple, à l'exception des transferts pour réalisation d'une séance de radiothérapie dans une structure d'exercice libéral ou un centre de santé.

Tous les transports peuvent être réalisés sur l'ensemble du territoire national selon la destination du patient.

#### 1.4 Définition d'un établissement prescripteur

L'établissement prescripteur (et donc celui assumant la charge du transport) correspond à l'établissement depuis lequel le patient est hospitalisé et transféré.

Ce principe général connaît 2 exceptions :

⇒ En cas de transfert provisoire (moins de 48 heures) entre deux établissements pour réalisation d'une séance de chimiothérapie, de dialyse en centre ou de radiothérapie. L'établissement responsable de la prescription et de la commande est l'établissement vers lequel le patient est envoyé.

⇒ En cas de transfert provisoire entre deux établissements relevant de champs d'activité différents pour la réalisation d'une prestation d'hospitalisation, l'établissement responsable de la prescription et de la commande est celui vers lequel le patient est envoyé (transfert provisoire d'un établissement SSR vers un établissement MCO par exemple).

A contrario, en cas de transfert provisoire pour la réalisation d'une séance de dialyse hors centre, l'établissement prescripteur, celui assumant la charge de la dépense de transport, correspond à l'établissement depuis lequel le patient est transféré sauf lorsque le transfert s'apparente à une PIA (transfert entre deux champs d'activité différents – par exemple du SSR vers le MCO). Auquel cas, l'établissement prescripteur correspond à l'établissement vers lequel le patient est envoyé, à savoir l'établissement MCO.

#### 1.5 Priorité aux équipes d'ambulanciers internes aux établissements

Si l'établissement de santé dispose d'une flotte de véhicules de transports de patients, il assure en priorité par ses propres moyens les transports de patients visés par la présente consultation.

Lorsque ses moyens internes ne lui permettent pas de répondre techniquement à la demande (ou d'y répondre dans les délais prescrits), l'établissement fait appel au titulaire des marchés dans les conditions définies dans le présent CCTP.

### Article 2 – Allotissement et détail de chaque lot

#### 2.1 Décomposition du marché

Le marché se décompose en 18 lots

Les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots.

Les candidats feront une offre de prix distincte pour chaque lot qu'ils souhaitent se voir attribuer.

Les moyens du prestataire doivent être en adéquation avec l'activité à réaliser pour chaque lot. Il devra par ailleurs décrire dans son **cadre de réponse technique** les moyens alloués spécifiquement au lot pour lequel il répond. Un candidat répondant à plusieurs lots devra donc remplir un **cadre de réponse technique par lot**.

Etablissement	N° lot	Description du lot
CHU Clermont-Ferrand	1	<b>Transports sanitaires de personnes du CHU de Clermont-Ferrand:</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CHU de Clermont-Ferrand. On distinguera dans le BPU, 3 cas de figure: - Transports sanitaires de patients dans le cadre de l'article 80 - Transports sanitaires de nuit et de recours - Transports avec prise en charge d'un accompagnant prescrit Ces différents cas de figure sont détaillés dans l'Annexe 1: Particularité des établissements et les volumétries estimatives concernant ces transports seront présentées dans l'Annexe 2 : Volumétries
CH Mont-Dore	2	<b>Transports sanitaires de personnes du CH du Mont-Dore:</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CH de Mont-Dore.
CH Paul Ardier (Issoire)	3	<b>Transports sanitaires de personnes du CH d'Issoire:</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CH Paul Ardier à Issoire.
CH d'Ambert	4	<b>Transports sanitaires de personnes du CH d'Ambert:</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CH d'Ambert. .
CH Billom	5	<b>Transports sanitaires de personnes du CH de Billom:</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CH de Billom.
CH Thiers	6	<b>Transports sanitaires de personnes du CH de Thiers:</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CH de Thiers.
CH Guy Thomas (Riom)	7	<b>Transports sanitaires de personnes du CH de Riom:</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CH Guy Thomas à Riom.
CH Etienne Clémentel (Enval)	8	<b>Transports sanitaires du CH d'Enval:</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CH Etienne Clementel à Enval
CH Jacques Lacarin (Vichy)	9	<b>Transports sanitaires Professionnalisés (patients valides) du CH de Vichy:</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CH de Vichy.

CH Montluçon et Nérès-les-Bains	10	<b>Transports sanitaires de personnes du CH Montluçon - Nérès les Bains :</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CH Montluçon - Nérès les Bains	
CH Cœur de Bourbonnais	11	<b>Transports sanitaires de personnes du CH Cœur de Bourbonnais:</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CH Cœur de Bourbonnais	
CH Bourbon l'Archambault	12	<b>Transports sanitaires de personnes du CH Bourbon l'Archambault:</b> Ce lot concerne l'ensemble des transports sanitaires de patients à charge financière du CH Bourbon l'Archambault	
CH Moulins-Yzeure	13	<b>Transports sanitaires de personnes pour séances Moulins - Yzeure:</b> Le lot regroupe l'ensemble des transports à la charge du CHMY pour la réalisation de séances (dialyse, chimiothérapie et transfusion). Il s'agit donc très majoritairement de transports programmés. Ils sont réalisés du lundi au samedi.	
	14	<b>Transports sanitaires de personnes du pôle santé mentale CH MOULINS-YZEURE</b> Le lot regroupe l'ensemble des transports à la charge du CHMY pour les patients pris en charge sur le pôle santé mentale, à l'exception des transports pour séance	
	15	<b>Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS-YZEURE pour transfert vers les établissements SMR</b> Le lot regroupe l'ensemble des transferts définitifs à la charge du CHMY vers les établissements de SMR à l'exception des patients de santé mentale. Il s'agit pour l'immense majorité de transports programmés qui s'exécutent en journée du lundi au vendredi.	
	16	<b>Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS-YZEURE à l'exception des transports couverts par les lots 13, 14 et 15</b> Le lot regroupe l'ensemble des transports à la charge du CHMY à l'exception des transports pour séances, des trajets des patients de santé mentale et des transferts définitifs vers les SMR	
Département	N° Lot	P	Description
Département du Puy de Dôme	17	<b>Transports sanitaires bariatriques Département du PUY DE DOME:</b> Ce lot spécifique concerne les transports bariatriques à charge financière des établissements suivants: CHU Clermont- Ferrand, CH Mont-Dore, CH Paul Ardier (Issoire), CH d'Ambert, CH Billom,	Il s'agit de transport de personnes qui nécessitent des conditions de prise en charge et un équipement particulier dans l'ambulance, de par leur poids et/ou leur morphologie incompatibles avec une prise en charge conventionnelle respectant les réglementations en cours. Ces prestations nécessitent des ambulances, des équipements, des matériels de transfert adaptés à ce type de transport ainsi que des personnels formés , en nombre suffisant, pour assurer une prise en charge dans les meilleures conditions respectant la réglementation en cours.
Département de l'Allier	18	<b>Transports sanitaires bariatriques Département de l'ALLIER:</b> Ce lot spécifique concerne les transports bariatriques à charge financière des établissements suivants : CH Jacques Lacarin (Vichy), CH Montluçon et Nérès-les-Bains,	

Pour chacun des lots, des spécifications particulières peuvent être notées dans l'Annexe 1 au CCTP qui stipule les particularités des établissements.

## 2.2 Volumétrie

Pour chacun des lots décrits dans le tableau ci-dessus, vous trouverez une estimation des volumes mensuels de transports et montants financiers annuels dans l'annexe 2 au CCTP: Volumétries. Ces volumétries se basent sur les données de l'année 2024.

## 2.3 Modèle d'attribution retenu par lot

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous, pour chacun des lots, le modèle d'attribution choisi.

Lorsque le modèle multi-attributaire a été choisi, seront retenus au maximum 2 opérateurs économiques et au minimum 1 opérateur économique, en fonction du nombre d'offres reçues.

- Pour chaque lot multi-attributaire, les prestataires retenus seront sollicités suivant un appel en « cascade »:
  - Le prestataire le mieux classé sera sollicité en premier
  - Le prestataire classé 2ème sera sollicité ensuite si le 1er n'est pas disponible
- La répartition des appels « en cascade » s'effectuera sur le fondement d'un classement des titulaires établi lors de la notification du marché.

\* Pour chaque lot mono-attributaire, un seul et unique prestataire sera retenu.

Tableau récapitulatif du modèle d'attribution de chaque lot

Etablissement Département	N° lot	Titre du lot	Attribution
CHU Clermont-Ferrand	1	Transports sanitaires de personnes du CHU de Clermont-Ferrand	Mono-attributaire
CH Mont-Dore	2	Transports sanitaires de personnes du CH du Mont-Dore	Mono-attributaire
CH Paul Ardier (Issoire)	3	Transports sanitaires de personnes du CH d'Issoire	Multi-attributaire
CH d'Ambert	4	Transports sanitaires de personnes du CH d'Ambert	Mono-attributaire
CH Billom	5	Transports sanitaires de personnes du CH de Billom	Mono-attributaire
CH Thiers	6	Transports sanitaires de personnes du CH de Thiers	Mono-attributaire
CH Guy Thomas (Riom)	7	Transports sanitaires de personnes du CH de Riom	Mono-attributaire
CH Etienne Clémentel (Enval)	8	Transports sanitaires du CH d'Enval	Mono-attributaire
CH Jacques Lacarin (Vichy)	9	Transports sanitaires du CH de Vichy	Mono-attributaire
CH Montluçon et Nérès-les-Bains	10	Transports sanitaires de personnes du CH Montluçon - Nérès les Bains	Mono-attributaire
CH Cœur de Bourbonnais	11	Transports sanitaires de personnes du CH Cœur de Bourbonnais:	Mono-attributaire

CH Bourbon l'Archambault	12	Transports sanitaires de personnes du CH Bourbon l'Archambault:	Mono-attributaire
CH Moulins-Yzeure	13	Transports sanitaires de personnes pour séances Moulins - Yzeure	Mono-attributaire
CH Moulins-Yzeure	14	Transports sanitaires de personnes du pôle santé mentale CH MOULINS-YZEURE	Mono-attributaire
CH Moulins-Yzeure	15	Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS-YZEURE pour transfert vers les établissement SMR	Mono-attributaire
CH Moulins-Yzeure	16	Transports sanitaires de personnes du CH MOULINS-YZEURE à l'exception des transports couverts par les lots 13, 14 et 15	Mono-attributaire
Département du Puy de Dôme	17	Transports sanitaires bariatriques Département du PUY DE DOME:	Mono-attributaire
Département De l'Allier	18	Transports sanitaires bariatriques Département de l'Allier:	Mono-attributaire

## Article 3 – Spécifications techniques générales

### 3.1 Rappel de la réglementation de prise en charge du patient

Les titulaires du marché se conformeront obligatoirement, lors de l'exécution de ces transports, aux prescriptions définies dans le présent CCTP, aux normes françaises et européennes en vigueur. Pendant la durée du marché, les titulaires respecteront l'ensemble des règlements et décrets parus au Journal Officiel ou sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)

Le titulaire du marché respecte notamment les dispositions des textes suivants:

#### **Code de la Santé Publique**

Dispositions du Titre 1<sup>er</sup> (articles R6311-1 à R6316-6) du livre III, sixième partie de la partie réglementaire « aide médicale d'urgence, permanence des soins et transports sanitaires » concernant les prestations du présent marché

#### **Code de la Sécurité Sociale**

Article L162-21-2 modifié

Article L322-5 modifié

Sous-section 4: Prise en charge des dépenses de transport par les établissements de santé (Articles D162-17 à D162-17-3)

#### **Autres textes de référence:**

Textes consolidés:

- Arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielle
- Arrêté du 10 février 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres
- Arrêté du 28 septembre 2011 modifiant l'arrêté du 26 janvier 2006 relatif aux conditions de formation de l'auxiliaire ambulancier et au diplôme d'ambulancier

Convention nationale des transporteurs sanitaires privés prévue à l'article L 322-5-2 et ses avenants du CSS

NOTE D'INFORMATION N° DSS/1A/DGOS/R2/2018/80 du 19 mars 2018 relative à la mise en œuvre de l'article 80 de la LFSS pour 2017 et ses annexes.

Arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres

Circulaire DGOS/R2/DSS/1A no 214 du 27 mai 2013 relative à l'application du décret n° 20121007 relatifs à l'agrément nécessaire au transport sanitaire terrestre et à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires

Circulaire DHOS/SDO/01/2003/N°277 du 10 juin 2003 relative aux relations entre établissements de santé, publics et privés et transporteurs sanitaires privés.

Site DGOS consacré à la réforme avec plusieurs dépliants d'information concernant les dispositions de l'article 80. <https://solidarites-sante.gouv.fr/professionnels/gerer-un-etablissement-de-sante-medico-social/article/prise-en-charge-des-depenses-de-transport-par-les-etablissements-de-sante>

Dans le cadre de cette consultation, les règles de bonnes pratiques conventionnelles entre la CPAM et



les transporteurs demeurent.

### 3.2 Prescription Médicale de Transport

Une prescription médicale de transport (PMT), établie par un médecin identifié (RPPS-FINESS), doit toujours précéder la réalisation du transport.

Il prescrit un moyen de transport au patient, selon son état de santé et son niveau d'autonomie et de déficience, conformément au référentiel de prescription de décembre 2006.

Cette prescription est réalisée soit sur un support papier propre à chaque établissement des deux GHT ou un support informatique pour les établissements informatisés.

La prescription a notamment comme objectif d'indiquer au titulaire l'Etablissement prescripteur, c'est-à-dire celui assumant la charge financière du transport.

La prescription doit indiquer à minima:

- L'identification du patient (nom, prénom, date de naissance, n° de séjour);
  - La nature du transport (aller-retour, autorisation de transport simultané de plusieurs patients, etc.);
  - La date et l'heure de prise en charge ou du rendez-vous du patient;
  - Le lieu de prise en charge;
  - Le lieu de destination précis (indication de l'adresse et de l'établissement /service);
  - Le mode de transport assis / couché;
- Les précautions d'isolement, les équipements (oxygène...) en tant que de besoin;  
Le refus éventuel du port du bracelet d'identification;

Et autres informations que l'établissement prescripteur jugera indispensables à la bonne prise en charge du patient et à la sécurité du transporteur sanitaire.

### 3.3 Choix du transport

Le choix des modes de transport TAP ou Ambulance et ses caractéristiques appartiennent à l'Etablissement prescripteur.

Le titulaire s'engage à ne pas modifier le mode de transport prescrit.

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande de transport en VSL, il peut y substituer un transport en ambulance dans le respect des règles de conformité d'équipage. Ce transport lui sera réglé sur la base du tarif applicable au transport en VSL qu'il n'a pas été en mesure de réaliser.

### 3.4 Confirmation de la commande de transport

A la suite d'une demande de transport de la part de l'établissement prescripteur, le titulaire devra confirmer la prise en compte de la commande. Dans la confirmation, le titulaire précisera le nom de la société en charge du transport et l'heure de prise en charge du patient, notamment pour les transports programmés.

Dans le **cadre de réponse technique**, le candidat devra décrire précisément la procédure mise en place pour répondre à cette exigence (délai de transmission de la confirmation, support de transmission de la confirmation, informations disponibles dans la confirmation, etc.). Dans le cas d'un lot multi-attributaire, en l'absence de confirmation de la part du titulaire au-delà d'une heure après la commande de transport pour les transports programmés, l'établissement prescripteur se réserve le droit de faire appel à un autre transporteur.

### 3.5 Programmation des transports et engagement associé du transporteur

Les transports relèvent de 3 catégories:

- Transports programmés pour lesquels une demande est adressée au(x) titulaire(s) la veille de la prestation avant 18h.
- Transports non programmés pour lesquels une demande est adressée au(x) titulaire(s) le jour de la prestation à l'heure convenue ou 120 minutes maximum après l'heure d'expression de la demande (ou délai inférieur dans le cadre de réponse technique)
- Transports urgents à réaliser dès que possible 60 minutes par rapport à la demande

Les délais au-delà desquels des pénalités pourront s'appliquer sont décrits dans le CCAP Article 13- Pénalités.

Le candidat pourra définir dans son **cadre de réponse technique** ses propres délais s'ils sont inférieurs à ceux mentionnés ci-dessus.

### 3.6 Annulation d'une commande de transport

Pour annuler un transport commandé, l'établissement informera le titulaire de l'annulation par téléphone, par fax, ou par tout autre moyen qui permet la traçabilité de l'annulation et la confidentialité concernant le patient concerné.

En cas d'annulation dans un délai supérieur à 60 minutes avant l'heure contractuelle de prise en charge : L'établissement se réserve le droit de procéder à l'annulation du transport commandé sans indemnité ni facturation dans un établissement du même département que l'établissement prescripteur.

En cas d'annulation dans un délai inférieur à 60 minutes avant l'heure contractuelle de prise en charge :

- En cas d'annulation d'une demande de transport par l'établissement, les titulaires ne pourront pas prétendre à la facturation du transport annulé, ni à aucune indemnité compensatrice si l'annulation intervient dans un délai supérieur au délai maximal du titulaire indiqué dans son **cadre de réponse technique** pour se rendre sur le lieu de prise en charge
- Dans le cas contraire, le titulaire pourra facturer à l'établissement l'indemnité kilométrique du transport qui a été annulé. Le forfait de prise en charge et le tarif du péage ne pourra être facturé.

### 3.7 Hygiène des véhicules de transports sanitaires

Le titulaire s'engage, par le présent marché à se conformer à l'Arrêté du 12 décembre 2017 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres, à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin de garantir à toutes les personnes transportées un niveau de prestations de qualité, d'hygiène et de sécurité exigé par l'agrément professionnel du transport sanitaire.

En particulier, le titulaire s'engage à mettre à disposition les installations matérielles qui s'imposent pour le transport d'enfants le cas échéant: nacelles pour les bébés, siège automobile pour les enfants, réhausseurs).

Le titulaire devra en outre appliquer les recommandations de l'Arlin Auvergne et du RéPIAS (cf. Annexe 5 au CCTP). Toutefois, le respect de spécifications propres à chaque établissement pourra être demandés lors de la mise au point du marché.

Le titulaire s'engage à fournir les EPI (équipements de protection individuelle) à l'ensemble de son personnel pour respecter la réglementation en vigueur sur le territoire.

Le candidat devra décrire dans le **cadre de réponse technique** le ou les modes opératoires relatifs à l'hygiène des véhicules de transports sanitaires.

A la notification du marché, les Etablissements des GHT pourront communiquer si nécessaire au titulaire les précautions complémentaires (à celles évoquées dans le présent article) à appliquer pour gérer le risque infectieux des patients à transporter.

### 3.8 Surveillance médicale du personnel

Le titulaire soumet son personnel aux examens médicaux régis par la législation de sécurité du travail. Ces examens médicaux sont à son initiative et à sa charge.

Le titulaire veille à ce que son personnel dispose des vaccinations obligatoires pour exercer le métier d'ambulancier et ne soit pas à l'origine de la transmission de maladies contagieuses pour le personnel hospitalier et ses patients.

### 3.9 Tenue des personnels

Les personnels des titulaires doivent obligatoirement porter un badge d'identification ou un vêtement professionnel indiquant clairement leur appartenance à l'entreprise titulaire. Ils se conformeront à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place par les établissements des deux GHT.

### 3.10 Confidentialité, Secret professionnel

Le titulaire s'engage à respecter le secret professionnel concernant toutes les informations (données personnelles et médicales du patient, informations techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre d'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire.

L'interface mise en œuvre par chaque société avec l'Etablissement comprend des données nominatives. Les échanges doivent être effectués de manière sécurisée. Chaque société doit être sensibilisée aux contraintes et recommandations imposées par la CNIL. Le titulaire pourra être force de proposition pour améliorer l'interface en vue de respecter le RGPD.

### 3.11 Mesures de sécurité, consignes de circulation et de stationnement

Les titulaires prendront toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des biens et des personnes afférentes à leur activité.

Les véhicules circulant sur et entre les sites d'intervention respecteront la réglementation relative à la circulation sur la voie publique et le règlement intérieur propre à la circulation dans l'enceinte de l'établissement. Les services de gestion des accès ont toute autorité pour faire respecter ce règlement interne de circulation. Les déviations observées seront remontées aux directions des établissements des deux GHT.

Il est rappelé que, pour les entreprises locales, le stationnement doit être de courte durée, celle nécessitée par la prise en charge et la dépose des patients.

Les véhicules utilisés devront répondre aux normes en vigueur.

Toutes les anomalies ainsi que les accidents qui pourraient survenir lors d'une venue seront signalés aux établissements concernés.

### 3.12 Identitovigilance

Le titulaire s'engage à prendre l'ensemble des mesures suivantes pour fiabiliser l'identification du patient tout au long de sa prise en charge:

Echange avec l'équipe soignante à propos du patient à l'arrivée de l'ambulancier dans le service de soins pour vérifier l'identité du patient et sa destination,

Contrôle par l'ambulancier:

- ✓ Patient conscient:
  - demande au patient de décliner et d'épeler ses nom et prénom(s) et de donner sa date de naissance,
  - vérifie la concordance d'identité avec le bracelet d'identification porté par le patient, le bon de transport, la demande d'examen, les documents disponibles du dossier patient
- ✓ Patient inconscient:
  - vérifie la concordance d'identité avec le bracelet d'identification porté par le patient, le bon de transport, la demande d'examen, les documents disponibles

## Article 4 – Suivi d'exécution et politique qualité

### 4.1 Engagements des transporteurs et des établissements

Le titulaire s'engage:

- sans exception, de jour comme de nuit selon les volumétries des établissements (se référer à la volumétrie nocturne dans l'annexe 2 au CCTP), y compris les weekends et les jours fériés, à assurer les transports demandés par l'Etablissement prescripteur.
- à répondre rapidement à la demande exprimée et à respecter les horaires convenus avec l'Etablissement dans les délais moyens indiqués dans son cadre de réponse technique.

Pour les lots multi-attributaires, les indisponibilités successives d'un titulaire pourront entraîner une modification temporaire ou définitive des règles d'affectation (cf. article 2.3 du CCTP). Les conditions de cette modification sont décrites dans l'article 1.4 du CCAP.

La prestation de transport inclut la prise en charge des éléments extraits du dossier médical du patient et de ses effets personnels, dans les limites conventionnelles.

En cas de groupement, le candidat devra proposer dans son **cadre de réponse technique** une organisation pour centraliser les demandes de transport de l'établissement et les répartir entre les membres du groupement.

Les Etablissements:

- S'engagent à signaler le risque infectieux connu du patient lors de la commande de transport
- Veillent à ce que le patient soit prêt à l'heure prévue pour la prise en charge et que les formalités liées à son départ soient effectuées et la prescription médicale de transport réalisée

## 4.2 Mode d'attribution (lots multi-attributaires)

Dans un premier temps, pour les lots multi-attributaires, la multi attribution sera appliquée par appel en cascade de l'ensemble des titulaires retenus sur le lot concerné.

## 4.3 Continuité de service et mode dégradé

L'activité hospitalière induit un principe de continuité de service et exige la permanence des services essentiels. Elle implique que tout service fonctionne de manière régulière, sans interruption autre que celles prévues par la réglementation en vigueur et en fonction des besoins et attentes des usagers. Les titulaires s'engagent à assurer la continuité de service en toutes circonstances.

Les titulaires mettent en œuvre les modalités leur permettant d'assurer la continuité de prise en charge des transports, notamment en cas de grève ou de difficultés techniques dans leur Société. En cas d'interruption imprévue du service, même partielle, les titulaires doivent aviser l'établissement, dans les plus brefs délais, par tous moyens (téléphone, courriel...) et au plus tard 48h avant. Ils doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service. Les titulaires ont l'obligation d'assurer les transports sanitaires terrestres pour le compte de l'établissement.

Ils doivent prévoir les modalités d'organisation de secours en cas d'immobilisation des véhicules, ou en cas de grève, et soumettre ces modalités à l'agrément préalable de l'établissement.

Dans le **cadre de réponse technique**, le candidat devra décrire la/les procédure(s) dégradée(s) proposée(s) pour permettre la continuité du service public en cas d'indisponibilité/incapacité à donner suite à une ou plusieurs commande(s) de transport.

En cas de difficultés ponctuelles rencontrées pour assurer la continuité du service, les cocontractants conviendront des mesures à prendre pour assurer les prestations de transports sanitaires terrestres. Dans le cas exceptionnel où les titulaires ne pourraient pas assurer les prestations, de façon prolongée, l'établissement peut alors s'adresser à d'autres prestataires de son choix pour la réalisation des prestations, les titulaires ayant à leur charge la différence éventuelle de prix conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)

En cas d'indisponibilité et/ou d'incapacité à donner suite à une commande de transport, Le candidat proposera dans le **cadre de réponse technique**, une procédure dégradée pour permettre la continuité du service public et la mise en œuvre à sa charge de la mission de transport.

#### 4.4 Sous-traitance

Il est rappelé que la sous-traitance est autorisée pour les marchés de services. Le titulaire pourra donc sous-traiter une partie de l'exécution du marché, à condition d'avoir préalablement informé la personne publique et que celle-ci ait accepté le sous-traitant.

Le titulaire au marché public qui décide de recourir à la sous-traitance peut le faire au moment du dépôt de son pli ou en cours d'exécution du marché. Le cas échéant, il transmet une déclaration de sous-traitance à l'Etablissement et au coordonnateur du groupement d'achat. Il leur transmettra alors l'ensemble des documents listés dans le CCAP permettant de justifier sa capacité à réaliser les prestations demandées dans de bonnes conditions. L'Etablissement et/ou le coordonnateur du groupement d'achat se réserve le droit de refuser un sous-traitant (en justifiant son choix) en cas de non-respect des conditions décrites dans les présents documents (CCAP et CCTP). Le transporteur pourra faire une nouvelle demande s'il apporte des réponses au(x) motif(s) de rejet déclaré(s).

Si l'Etablissement a connaissance de l'intervention d'un sous-traitant alors que celui-ci n'a pas été déclaré (et donc accepté), il fait cesser cette intervention et demande au titulaire de procéder aux opérations de déclaration du sous-traitant. La méconnaissance de ses obligations en matière de déclaration de ses sous-traitants peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire. Le défaut de déclaration d'un sous-traitant est en outre passible d'une amende de 7 500 euros (cf. article L8271-1-1 du code du travail).

Les modalités de paiement des sous-traitants sont précisées dans l'article 8.5 du CCAP.

En cas de difficultés rencontrées avec un sous-traitant, l'Etablissement alerte une première fois le titulaire pour procéder à des corrections. En cas de renouvellement de ces difficultés, l'Etablissement se réserve le droit de refuser la sous-traitance à ce prestataire pour la suite de l'exécution du marché, conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS). Le Titulaire pourra déclarer auprès de l'Etablissement un nouveau sous-traitant en respectant les conditions décrites dans ce paragraphe.

#### 4.5 Interaction avec les établissements

Le titulaire s'engage dans une politique qualité d'amélioration continue des prestations et doit s'inscrire dans la politique qualité des Etablissements des GHT Territoires d'Auvergne avec:

- l'engagement de participer autant de fois que nécessaire aux réunions de suivi d'exécution organisées par les Etablissements. Cette réunion de suivi d'exécution sera organisée à minima une fois par an. Parmi les sujets traités, l'établissement et le transporteur échangeront sur les différentes Fiches d'Evènements Indésirables remontées au cours de la période passée,
- l'engagement de communiquer le plus en amont possible aux équipes soignantes un éventuel retard dans l'exécution des transports,
- une vigilance majeure auprès des équipes ambulancières de l'interdiction de partir avec les draps, les bouteilles d'oxygène ou tout autre bien ou matériel appartenant aux Etablissements du GHT

Territoire d'Auvergne, faute de quoi le titulaire sera pénalisé au titre de « non-respect de la mise à disposition de matériel cité dans le CCTP et annexes ».

- une prise en charge bienveillante à l'égard du patient et de ses proches. Aucune incivilité en la matière n'est tolérée.
- une attention particulière à ce que les professionnels impliqués informent le patient en temps réel des destinations et des horaires de transport. Le titulaire s'engage à s'assurer notamment que le transport respecte la dignité, l'intimité et le confort du patient ainsi que de la bonne installation du patient. (cf certification V2020 HAS)
- une attitude toujours respectueuse et courtoise à l'égard des personnels. Certaines situations peuvent générer des retards et des tensions dont les responsabilités peuvent être partagées. Il convient de faire remonter ces incidents auprès des responsables de chacun des établissements concernés pour évoquer la situation lors des réunions de suivi d'exécution de la prestation. Cette vigilance doit s'appliquer dans les deux sens (personnels hospitaliers et personnels employés par le titulaire).
- l'engagement à fournir un tableau mensuel des transports réalisés au cours du mois précédent. Cette remontée d'activité sera faite au format XLS et sera distincte des factures adressées à l'Etablissement. Vous trouverez en annexe 4, un modèle de tableau de suivi d'activité. Parmi l'ensemble des données inscrites en colonne du tableau en annexe, les informations suivantes seront obligatoirement présentes pour chaque transport réalisé:

N° de séjour  
Etablissement de départ  
Type d'activité départ (MCO/SSR/PSY/...)  
Service de départ  
Date du départ  
Heure du départ  
Etablissement de destination  
Type d'activité destination (MCO/SSR/PSY/...)  
Service d'arrivée  
Date d'arrivée  
Heure d'arrivée  
Nombre de kms  
Motif (transfert définitif, provisoire, consultation, séance, sortie temporaire, accueil de jour)  
Moyen de transport (ambulance, VSL)  
Nature du transport: Aller ou retour, A/R, itératif, multi-patients  
Montant financier HT en €  
Nom de l'entreprise (en cas de groupement)

Les autres colonnes de l'annexe, reprennent les informations facultatives à inscrire dans le tableau mensuel que le titulaire transmettra à l'Etablissement. Le candidat pourra préciser les champs facultatifs qu'il pourra fournir à l'Etablissement. Un candidat qui n'ajouterait aucun champ facultatif ne sera pas pénalisé lors de l'analyse des offres.

Il précisera dans **son cadre de réponse technique** les champs du tableau qu'il s'engage à communiquer mensuellement à l'établissement.

Il s'agit de règles générales, ces dernières pourront être adaptées à la demande de chaque établissement du GHT lors de la mise au point du marché ou en cours de la procédure.

#### 4.6 Règle de facturation et distancier

Les dispositions applicables en matière de facturation électronique sont mentionnées dans l'article 8.2 du CCAP.

Vous trouverez en annexe 3 au CCTP, un distancier commun aux 14 établissements inclus dans le périmètre de la consultation.

Il s'agit d'un distancier commun. Dans le cas où l'établissement prescripteur dispose de son propre distancier, celui-ci prévaut sur le distancier commun dans le cadre du calcul du montant de la course. Le cas échéant, ce distancier sera transmis lors de la mise au point.

Vous trouverez en annexe 4 au CCTP, un distancier spécifique au CHU de Clermont Ferrand

#### Article 5 – Contacts et référents

Lors de la mise au point du marché, vous recevrez les coordonnées des points de contact au sein de chaque établissement ainsi que le référent identifié qui sera votre interlocuteur principal notamment pour la remontée du tableau de suivi des transports réalisés au cours du mois précédent.

Le Titulaire indiquera également pour chaque établissement quel est le correspondant pour le suivi du marché. Pour chaque établissement, un correspondant unique est attendu.